

Trajectoires et adaptations à une crise multiple : Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier 2010 au travers des concepts d'exit, voice, loyalty et apathie

Michel Desse, Jean-Philippe Pierre and Georges Eddy Lucien

Volume 12, Number 3, December 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1022692ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Desse, M., Pierre, J.-P. & Lucien, G. E. (2012). Trajectoires et adaptations à une crise multiple : Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier 2010 au travers des concepts d'exit, voice, loyalty et apathie. *VertigO*, 12(3).

Article abstract

The earthquake which struck Port-au-Prince on January 12th 2010, ravaged the town causing the death of 250,000 people, injuring close to a million and leaving hundreds of thousands homeless. The extent of the damage was essentially due to poverty but urban management choices also played a role, both factors causing the poorer segments of the population to relocate in shantytowns. A study of territorial management issues using Albert Otto Hirschman's Exit-Voice-Loyalty model makes comparatively better sense of the survivors' post-cataclysm strategies. The January 12th earthquake caused multiple crises, upsetting Haiti's environmental, healthcare, social, economic and political structures. As a result, attitudes, including spatial strategies, became considerably more individualized, with behavioral patterns ranging from withdrawal and relocation (Exit) to protests (Voice), reciprocated support (Loyalty) and Apathy.

Tous droits réservés © Université du Québec à Montréal et Éditions en environnement VertigO, 2012



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Michel Desse, Jean-Philippe Pierre et Georges Eddy Lucien

Trajectoires et adaptations à une crise multiple: Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier 2010 au travers des concepts d'exit, voice, loyalty et apathie

- 1 20 mois après le séisme qui s'est produit le 12 janvier 2010 à 16 h 56 (magnitude de 7 à 7,3 sur l'échelle de Richter), Port-au-Prince offre toujours un visage de ville martyre. Cette capitale de 3 millions d'habitants a connu la plus grave catastrophe de l'Histoire, engendrant plus de 250 000 victimes, plus d'un million de blessés et des destructions importantes à Port-au-Prince, mais aussi le long des villes qui bordent la Rive-Sud du Golfe de la Gonâve. Si certains quartiers ou îlots furent épargnés, ailleurs, les camps de réfugiés plus ou moins organisés, les espaces qui viennent d'être déblayés à l'emplacement d'administrations, d'écoles, d'hôpitaux, les maisons détruites et abandonnées et les champs de ruines de certaines zones d'habitat précaire sont autant de signes d'un enlèvement. Les raisons en sont nombreuses et souvent se cumulent. Le traumatisme, les nombreuses disparitions et les familles décimées ont laissé les réfugiés en état de choc. Le déclassement et la vie dans les camps ne permettent pas non plus une réelle reconstruction psychologique. Pour les plus démunis, qui ne possédaient pas d'épargne (71 %, soit environ 6,2 millions de Haïtiens vivent en dessous du seuil de pauvreté de 2 US \$ par personne et par jour (Carte de la pauvreté d'Haïti, 2004), il est très difficile d'économiser, car les services de base proposés dans les camps sont élevés (1US \$ les 10 litres d'eau dans le camp de réfugiés de Corail et 1US \$ pour se rendre de Corail à Port-au-Prince). Promiscuité, violences, enclavement, offre d'hygiène sous-équipée ont été le terreau de la propagation du choléra qui sévit depuis septembre 2010 à chaque épisode pluvieux pendant les saisons cycloniques, mais aussi en période humide de mai à juin. En septembre 2011, l'OMS estime que l'épidémie a engendré 5 397 morts pour 344 623 cas diagnostiqués. Enfin, les élections présidentielles, qui ont marqué la période par la durée, le grand nombre de candidats, puis les difficultés du nouveau président Michel Martelly à nommer un premier ministre (Gary Conille en octobre 2011 puis Laurent Lamothe en mars 2012), ont perturbé et fortement retardé la reconstruction et renforcé l'enlèvement dans les camps.
- 2 Dans le chaos post séisme, marqué par des destructions de bâtiments et par la déstructuration des lieux de vie et des territoires du quotidien quelles ont été les trajectoires spatiales, les réactions individuelles et collectives? Les habitants ont-ils été ou non acteurs de l'après-séisme? Ces trajectoires spatiales ont été complexes, pérégrination pour certains de semaine en semaine ou encampement qui parfois s'apparente à un enlèvement, pour finalement retrouver pour certain, un nouveau cadre de vie à la suite de la fermeture parfois forcée des camps.
- 3 Dans ces conditions, comprendre les stratégies d'acteurs face à une telle succession de crises revient à analyser une organisation à la fois complexe et chaotique. La grille de lecture proposée par le modèle *exit-voice and loyalty* développée en 1970 par Albert Otto Hirschman permet de catégoriser les réactions individuelles face au mécontentement et à la crise dans une perspective dynamique. Cette démarche s'attache aux pressions et aux mécanismes d'induction qui influencent les comportements (Furio-Blasco, 2002). Cette analyse se nourrit des apports des sciences économiques et des sciences politiques et permet de recenser précisément les différentes solutions qui s'offrent aux acteurs pour remédier à des dysfonctionnements ou pour sortir des conflits (Bouba, 2009). Les deux premières notions de l'*exit* et du *voice* constituent deux réactions communes consécutives à une crise. L'*exit* ou défection est une réaction de fuite : l'individu sort du système d'interaction, rompt la relation sociale, cesse de coopérer, se soustrait à l'autorité, au pouvoir qu'il exerce ou qu'il subit. Dans le cadre de la spatialisation des dynamiques, on peut distinguer un *exit* spatial, assimilé à la fuite et un *exit* social et économique qui s'accompagne d'un déclassement, de la recherche de

moyens pour survivre. Le *voice*, c'est-à-dire la prise de parole ou la protestation, constitue la réaction inverse : l'individu reste, mais il cherche à réduire ou à supprimer son mécontentement en essayant de changer le système d'interaction de l'intérieur. Il continue de coopérer, mais il entre en conflit plus ou moins ouvert (Bajoit, 1988).

4 La notion de loyauté (Loyalty) ou d'adaptabilité est beaucoup moins claire chez Hirschman (1970) : « Le loyaliste est celui qui hésite à quitter l'organisation à laquelle il appartient, même s'il est en désaccord avec elle ». Parmi les fidèles, on peut donc ranger ceux qui protestent aussi bien que ceux qui se taisent. Bajoit estime que la notion de loyauté présente une faiblesse théorique, car Hirschman ne s'interroge pas explicitement sur les raisons qui poussent les membres à rester « fidèles ». Or, il est évident que, si les uns sont fidèles par conviction, par attachement au système d'interaction, à ses dirigeants, à ses objectifs, les autres ne désertent ni ne protestent que par un mélange de résignation, de passivité, de repli sur soi, qu'il appelle apathie. Cette approche des comportements ne doit cependant pas conduire à une typologie trop figée. Dans le cas de notre analyse spatiale à Port-au-Prince, de nombreuses formes d'hybridation apparaissent en fonction des individus, de l'intensité de l'impact du séisme sur leur famille, de leur capital social et économique ainsi que des temporalités. Une même personne peut à la fois présenter des comportements d'*apathie* et d'*exit*. De même, en fonction des temporalités, ces personnes sinistrées peuvent passer d'un stade à l'autre, présentant des réactions évolutives.

5 La lecture des enjeux territoriaux à travers le modèle *exit-voice and loyalty* d'Albert Otto Hirschman permet de mieux appréhender les stratégies des personnes sinistrées. À la suite du 10 janvier, le séisme a engendré un dysfonctionnement dans les stratégies spatiales, entraînant des dynamiques de défection, de mobilité (*exit*), de protestations (*voice*), de fidélité (*loyalty*) et enfin d'apathie dans un contexte de crises multiples (environnementale, sanitaire, sociale, économique, politique) marqué par une grande individuation des trajectoires.

Les stratégies qui relèvent de l'exit

6 Face au séisme qui constitue une crise majeure, les stratégies qui relèvent de la fuite ont prédominé les comportements. Partir entraîne la délocalisation géographique; on quitte sa maison, son quartier pour un ailleurs plus sécurisé (cf. figure 1). Partir entraîne aussi la perte de l'emploi, puisque l'activité a cessé. La fuite est donc synonyme de déclassement économique et social. L'*exit* ne relève ici nullement d'un choix, il est lié à un événement soudain, imprévisible, subi. Cette solution peut se réitérer, en fonction des stratégies spatiales et économiques des individus (relevant du choix des individus), ou en fonction des obligations, des pressions liées par exemple aux fermetures des camps, au choléra.

L'exit spatial : fuir les quartiers sinistrés

7 Dès les premiers moments du tremblement de terre, l'exit spatial (quitter la maison en ruine ou le lieu de travail) est apparu comme une fuite, des réactions de survie nécessaires. Les premiers témoignages de ces moments de chaos attestent de cette fuite des quartiers détruits de l'hypercentre, à forte concentration d'employés, de cadres, mais aussi de personnes du secteur commercial et de l'informel, pour gagner la périphérie, reprendre contact avec les proches. Dès les premières heures, les réfugiés s'installent sur les espaces découverts, parcs, ronds-points, cours d'école, jardins familiaux, bords de routes.

Figure 1. Quelques tentes de réfugiés en bordure de rue

Cliché de J-Ph Pierre, mars 2010

- 8 Avec l'arrivée des secours internationaux, l'*exit* spatial est la solution immédiate, mais cette fois en encourageant le départ des sinistrés vers le reste du pays. Dans les premiers moments, le quart des deux millions de sans-abris (661 000 sinistrés) a quitté la capitale pour quelques jours, quelques semaines, mais ils sont très vite revenus. Les campagnes déjà appauvries par la crise économique ne pouvaient pas assurer la survie de ces rescapés. Des municipalités telles que Cap-Haïtien et Verrettes se plaignaient de ne recevoir aucune aide pour subvenir aux besoins de ces déplacés. L'entraide est possible dans l'urgence, mais tend à diminuer quand la situation perdure et met en péril les équilibres locaux déjà précaires. Ceci explique en partie le retour progressif des déplacés vers les camps de Port-au-Prince et de sa région.
- 9 La seconde forme d'*exit* spatial consiste à rejoindre les camps de sinistrés implantés en périphérie des quartiers détruits et en périphérie de Port-au-Prince. La majorité des réfugiés est restée dans la capitale, car les Haïtiens ont malheureusement l'habitude des aides humanitaires et ils savent que les ONG, et par conséquent la distribution de l'aide, sont plus constantes et plus importantes si l'on est proche des lieux d'arrivée de cette l'aide, en l'occurrence le port et surtout l'aéroport. Plus un camp de déplacés est éloigné, plus la fréquence et le volume des distributions sont limités, les contraintes matérielles (moyens de transport) et la forte demande aux abords des points de stockage jouant un rôle d'obstruction.
- 10 Sur les 1,5 million d'Haïtiens vivant en camp en juillet 2010, ils sont encore 594 811 en juillet 2011, après une vive politique d'expulsions des camps. En 2012, la population déplacée vivant dans les camps de l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince est estimée à 490 545 personnes, réparties entre 660 sites (470 sur des terrains privés, 178 sur des terrains publics).
- 11 Si en juin 2011 les campements informels dans les jardins et le long des rues, comme c'était le cas à Carrefour, ont presque disparu, il reste encore des camps qui se sont construits de manière spontanée et qui reprennent une morphologie de quartiers précaires. Il s'agit des camps de l'aéroport, du camp de la piste, du camp Hyundai, du Champ-de-Mars situé près du Palais Présidentiel. Quelques rues structurent le camp, mais entre celles-ci, les îlots se sont densifiés, les tentes se touchent, la promiscuité est maximale, laissant juste quelques cheminements tortueux. Le centre-ville a conservé ses fonctions d'hypercentre, et ce, malgré les destructions, ce qui fait que le camp du Champ-de-Mars, situé à proximité, est ceinturé par une rangée de tentes proposant des services de restauration. D'autres camps ont été installés par des ONG

ou des organisations internationales (Carrefour, Croix des Bouquets) et présentent un plan au cordeau. Le quartier des familles sous les grandes tentes bleues se démarque de celui des ménages plus réduits qui occupent des tentes blanches de plus petite taille.

Figure 2. Un camp à la Croix des Bouquets



Cliché M Desse, mai 2011

- 12 En dehors de Port-au-Prince dans les espaces plats, on retrouve cette dualité. Mais l'importance des espaces disponible permet à la fois l'étalement des campements spontanés et la présence de camps de grande dimension. C'est le cas le long du piémont de la chaîne des Mattheux au nord de la plaine de Port-au-Prince. Ce sont 200 à 300 000 personnes qui y ont trouvé refuge. Le paysage est parsemé de tentes distantes d'une cinquantaine de mètres, certaines entourées de barbelés et parfois d'un jardin. D'autres sont inhabitées, mais rarement abandonnées et pourraient servir de refuge en cas de nouveau séisme. D'autres constructions apparaissent aussi plus pérennes, en contre-plaqué, parfois avec quelques parpaings ou de la tôle. Ici ou là, les premières fondations préfigurent un projet de construction. La rapidité de l'installation explique l'absence de réseau viaire, de commerces, de réseau d'eau ou d'électricité. Seul le camion-citerne apporte de l'eau que l'on achète fort cher au bidon.

Figure 3. Camp spontané du piémont de la chaîne des Mattheux au nord de la plaine de Port-au-Prince



Cliché M Desse. Mai 2011

Figure 4. La partie ancienne de Camp Corail, déjà appropriée avec des jardins de case, juin 2011



Cliché M Desse. Mai 2011

- 13 Certains réfugiés ont connu des *exit* spatiaux réitérés. Il peut s'agir d'un *exit* de choix, volontaire. Après un premier déplacement hors du quartier, ils sont partis en province, pour revenir ensuite dans un camp, puis dans d'autres lieux de pose qui peuvent être géographiquement différents et de nature diverse (hébergement sous tente, dans l'habitation du

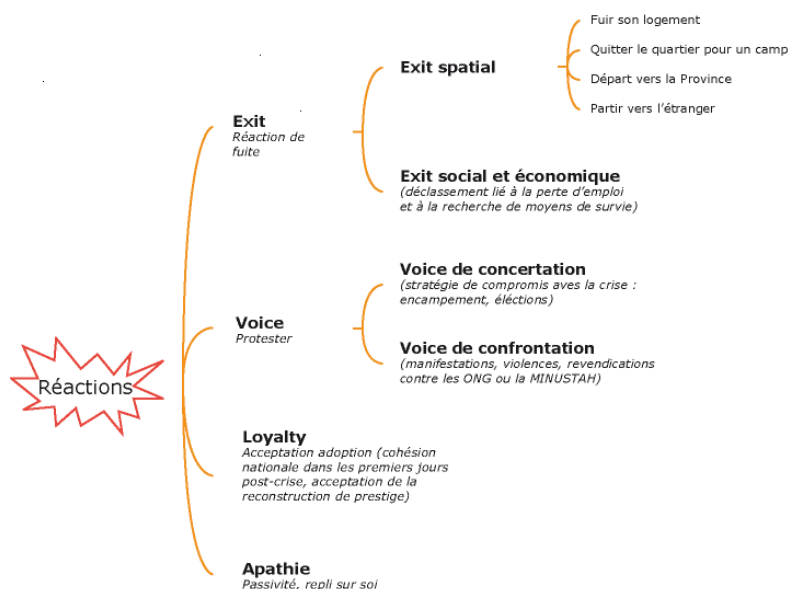
réseau familial ou amical, en location, dans l'ancienne habitation si elle n'est pas entièrement détruite après, mais aussi souvent sans travaux).

14 D'autres connaissent des *exit* spatiaux réitérés contraints. En effet, depuis janvier 2011, les propriétaires privés (90 % des camps se trouvent sur des terrains privés) et l'État prennent des mesures pour fermer les camps (stade Silvio Cator, camps situés à Delmas) et commencent à développer des stratégies d'évictions des populations déplacées afin d'empêcher que les camps se pérennisent, contribuant ainsi à la diminution de la population déplacée qui passe de 1,5 million en janvier 2010 à 600 000 en juillet 2011 et 490 500 en juillet 2012. Les autorités de la plaine du Cul-de-Sac sont ainsi intervenues en juin 2011 auprès des habitants qui commencent à s'installer durablement au pied de la chaîne des Mattheux.

15 La construction d'abris temporaires, si elle est à ce jour la réponse la plus importante, n'a que marginalement profité aux personnes vivant dans les camps (20 % sur les unités distribuées à fin 2011), celles-ci étant majoritairement locataires avant le séisme (78 % des personnes déplacées dans les camps étaient locataires contre 19 % de propriétaires). Afin de vider les camps, les autorités apportent une aide locative pour un montant total de 500 USD par famille déplacée (estimation pour une année de loyer) (Rapport MINUSTAH, 2011). Le programme de relocalisation des populations déplacées du Champ-de-Mars, financé à hauteur de 20 millions USD par la Coopération Canadienne (CIDA), s'appuie ainsi principalement sur cette subvention au loyer comme instrument d'aide au relogement qui reste toutefois difficile puisque l'offre locative est réduite du fait des destructions. Le projet gouvernemental (16/6) pilote la réhabilitation de 16 quartiers et la gestion de 6 camps (doté d'une enveloppe de 79 millions USD). Il est à noter par ailleurs que ce projet 16/6 n'a obtenu à ce jour qu'une allocation partielle (30 millions USD), ce qui ne permet pas de couvrir les dépenses liées notamment à la réhabilitation des quartiers (Rapport MINUSTAH, 2011).

16 Dans ce contexte transitoire de fermeture des camps et de reconstruction non encore effective des quartiers, il est essentiel de s'assurer que l'objectif d'amélioration des conditions de vie des personnes déplacées à travers la participation communautaire est bien atteint et surtout que la situation humanitaire des populations victimes du séisme (déplacées ou résidentes) ne se dégrade pas.

Figure 5. Les réactions individuelles à la suite du séisme du 12 janvier 2010 à Port-au-Prince



L'exit des ressources et le déclassement social et économique

17 L'exit des ressources touchait déjà de nombreux Haïtiens victimes de la crise généralisée du pays, ayant quitté les zones rurales pour s'entasser dans les quartiers précaires de la capitale. À la suite du séisme, la plupart des personnes sinistrées ont perdu leur logement, leur travail, un membre de la famille qui contribuait aux ressources des ménages. L'absence de système

d'assurance, la faiblesse ou, pour la plupart, l'inexistence de l'épargne, expliquent cet exit des ressources et le déclassement socio-économique qui l'accompagne. Cette situation était déjà antérieure au 12 janvier, aggravée par l'application de sévères mesures d'austérité budgétaires et le démantèlement des secteurs publics; les privatisations entraînant la décapitalisation des pans entiers de la population de Port-au-Prince et leur déclassement. Le paysage social est ainsi marqué par l'augmentation du nombre de laissés pour compte de toute origine : notables en déclin, anciens salariés des services publics ou d'entreprise autonome, anciens ruraux décapitalisés, retraités démunis, classes moyennes appauvries. Ceux-ci viennent s'ajouter aux urbains prolétariés (salaire minimum : près de 3 dollars US) déjà majoritaires. La pauvreté de la ville est donc un des facteurs déterminants et explique la géographie des destructions au lendemain de la catastrophe. L'entassement de très nombreux habitants dans les bidonvilles (risques sociaux), pour beaucoup construits dans des zones insalubres (risques sanitaires), a fortement accentué la vulnérabilité de la ville face à ce séisme. Moins de 40 % des habitants de Port-au-Prince ont accès à l'eau courante, et ce ratio est vraisemblablement similaire dans les villes secondaires. L'eau potable est contaminée par des micro-organismes infectieux, ce qui contribue à plus de la moitié des décès parmi les enfants.

- 18 Dans les premiers mois, les réfugiés dans les camps appartenaient indifféremment à la classe moyenne et aux couches populaires plus démunies. On peut estimer que l'exit des ressources a le plus impacté les classes moyennes, comme le montrent les enquêtes réalisées à Camp Corail de juin à août 2010¹, auprès de 41 habitants représentant 178 personnes (5 par ménage en moyenne), on compte essentiellement des représentants des classes moyennes : 23 commerçants, 8 artisans et ouvriers du bâtiment, 3 lycéens et étudiants, 2 informaticiens, 1 enseignant et 1 sage-femme. Ces personnes se retrouvent à la fois déclassées et déplacées et viennent pour 38 d'entre eux de Delmas, 2 de Pétion-Ville et une du camp Christ-Roi. Cette appartenance au même quartier d'origine explique leur présence à Corail. Cependant, le tiers d'entre eux ne connaît personne sur le camp. Les liens avec l'ancien quartier restent nombreux malgré l'éloignement entre camps Corail et Delmas (entre 30 minutes et une heure) et le coût du trajet qui correspond à la moitié des gains journaliers sur les chantiers de reconstruction. Une partie de la famille demeure sur les ruines de l'ancien logement, car l'accès au camp est limité et ne permet pas de faire venir l'ensemble de la famille.
- 19 Très souvent, les deux formes d'*exit* se conjuguent pour les personnes déplacées appartenant aux classes moyennes. N'ayant plus de maison, ni d'épargne pour reconstruire et n'ayant parfois plus de travail puisque les emplois tertiaires ont été réduits (destruction des établissements scolaires, des ministères, des centres de santé), ils connaissent alors un déclassement à la fois spatial et social. Cela se renforce avec la fermeture, souvent musclée, des camps puisque les autorités ne se soucient pas toujours du relogement des populations.

Les stratégies qui relèvent du *Voice*, de la protestation.

- 20 Les stratégies de prise de parole et de protestation, de type « *voice* » permettent de réguler au mieux les conflits et de s'adapter à la situation dégradée. Ainsi pour Hirschman, la protestation met en cause le contrôle social, mais dans le but de rétablir les conditions d'une coopération plus satisfaisante. L'individu mécontent reste et essaye d'améliorer le système d'interaction de l'intérieur. Le dirigé dénonce la domination sociale, l'autorité, le pouvoir qu'il subit; le dirigeant accepte le conflit qui le met en question. À Haïti, cette prise de parole est souvent explosive, violente et contribue à expliquer les prises de pouvoir répétées depuis 1804. Ces protestations peuvent être larvées et se réinventent sur le temps long. Abnel montre ainsi des couples d'antagonismes de supports de crises et de revendication : l'opposition Nord/Sud, affranchis/esclaves, Noirs/mulâtres. Étonnement, à la suite du séisme, ces stratégies sont apparues relativement tardivement au regard de l'ampleur de la catastrophe et de l'absence de réaction de l'État. On peut distinguer deux dynamiques : l'une qui relève de la volonté de concertation et d'adaptation afin de mieux bénéficier de l'aide internationale, la seconde qui se matérialise par une revendication essentiellement sous la forme de manifestations ou de mouvements spontanés.

Les stratégies de compromis de type Voice de concertation

- 21 La stratégie de l'encampement a constitué un compromis jugé acceptable dans l'urgence. Une solution qui propose parfois plus d'avantages pour les populations très pauvres, qui du fait de l'arrivée de l'aide internationale vont bénéficier d'aide alimentaire et de soins médicaux. Pour les populations de la classe moyenne ou s'en rapprochant, vivre dans un camp apparaît comme une solution transitoire, acceptable à court terme. Ainsi, alors que les humanitaires préoyaient des mouvements centripètes, les camps ont constitué le principal mode d'accueil des sans-abris. Cela s'explique en partie par la volonté de rester à proximité des points de distribution de l'aide, par le besoin de se retrouver dans des camps composés des amis du quartier pour se remettre du traumatisme et également, par le fait de demeurer près de ce qui avant le 12 janvier était le bien familial. La plupart des 1354 camps de la ville recensés en mars 2010 s'est constituée en respectant une logique de quartier, de groupe. En observant la répartition des camps dans le secteur de la commune de Carrefour, on s'aperçoit qu'ils sont relativement homogènes, que chaque famille y a sa place et recrée son environnement d'avant le tremblement de terre. Les voisins se sont retrouvés, les chefs de quartier ont repris leurs responsabilités et se font les porte-paroles de leurs proches. Lors des distributions de nourriture ou de matériel, ils organisent les files d'attente, mettent à jour les listes des bénéficiaires.
- 22 Dans le camp Corail, les institutions et les ONG présentent comme Coker Logistics Solutions, American Refugee Committee, World Vision, Pesadev (Perspectives pour la santé et le développement), Save The Children interviennent dans les domaines de la santé, du dépistage du VIH, de l'aide alimentaire. Le camp Corail a constitué un pôle tertiaire qui a attiré les populations alentour, certaines venant de villages situés à 6 heures de marche pour se faire soigner.
- 23 Cette acceptation des camps évolue avec la durée et le niveau social, et la théorie d'Hirschman s'adapte aux hybridations. En effet, la lassitude a très vite entraîné l'exit des classes moyennes et supérieures alors qu'ils ont continué à attirer les populations indigentes quittant les campagnes haïtiennes.
- 24 Les stratégies de compromis de type Voice de concertation sont aussi apparues au moment des élections présidentielles. Dans ce pays sans État (sur les douze bâtiments abritant des ministères, onze ont été détruits), qui a entendu les messages de solidarité des chefs d'État étrangers et attendu plusieurs jours avant que le président Préval ne s'adresse à la Nation, les réactions de compromis l'ont emporté sur une revendication politique plus radicale. L'enjeu de ce compromis était de choisir un candidat qui, sur le plan intérieur, créerait une rupture avec le « politique haïtien », un candidat qui incarnerait à la fois l'espoir et la fierté du peuple haïtien et, sur le plan extérieur, un homme qui serait capable à la fois de redonner confiance en Haïti et d'imposer des choix haïtiens pour l'avenir du pays. Les signes de cette stratégie de *voice* de concertation sont nombreux. Tout d'abord, le mécontentement de la rue quand avec une infime avance (6000 scrutins) le candidat du parti au pouvoir, Jude Célestin, a battu au premier tour l'ex-chanteur populaire Michel Martelly montre cette volonté de rupture. Ensuite, le quasi-plébiscite de Martelly au second tour qui, à la surprise générale, bénéficie de la mobilisation populaire et s'impose avec 65,57 % des voix. C'est le vote le plus rassembleur depuis l'élection du président Jean-Bertrand Aristide qui, en décembre 1990, remportait l'élection avec 67,48 % (il incarnait lui aussi ce besoin de changement). Ce vote met en exergue la capacité de mobilisation des Haïtiens de la rue.
- 25 L'autre forme de régulation et d'adaptation a été l'activation des réseaux professionnels et familiaux *via* la diaspora haïtienne, associative, humanitaire, confessionnelle. Le rétablissement des connexions téléphoniques et internet ont permis de tisser un maillage de solidarité entre Haïti et un grand nombre d'organismes du monde entier.

La modeste part de la revendication de type : Voice de confrontation

- 26 Par rapport à l'ampleur sans égal de cette catastrophe, au dénuement, à l'absence d'encadrement, les attitudes de confrontation et le choix de la violence ont été très limités. Le *voice* de confrontation est pourtant apparu à mainte reprise.

- 27 Les revendications parfois virulentes ont éclaté dès les premiers jours face aux choix des sauveteurs internationaux qui souvent ont d'abord opéré des recherches pour leurs ressortissants. De même, des mouvements spontanés ont éclaté à l'occasion des distributions de l'aide alimentaire quand elles étaient mal organisées.
- 28 L'installation dans les camps a aussi été l'occasion de revendications spontanées suite aux nombreuses violences qui ont eu lieu. De très nombreux cas de vols et de viols ont été répertoriés.
- 29 On retrouve le *voice* de confrontation à la suite des intempéries, comme ce fut le cas après les fortes pluies et rafales de vent qui ont frappé le camp Corail le 12 juillet 2010, arrachant des tentes et traumatisant des centaines de familles installées sur le site depuis trois mois. « Les dispositifs installés pour accueillir une école n'ont pas pu résister aux vents. Pris de paniques, les gens criaient et couraient dans tous les sens sans savoir exactement où se diriger. Aucun secours n'est remarqué dans les premières minutes de l'événement », peut-on lire dans le journal *Le Nouvelliste*. Et le *Nouvelliste* de poursuivre « Quelques responsables d'ONG présents au moment où tout a commencé ont vite vidé les lieux comme pour sauver leur peau. Un constat qui n'a pas plu aux victimes. « C'est évident qu'ils nous ont envoyés ici pour mourir », lancent-ils sévèrement à l'endroit du Gouvernement et des organisations non gouvernementales qui ont appuyé ce projet de localisation à Corail de plusieurs milliers de victimes ».
- 30 Les revendications majeures ont porté à l'encontre des ONG, considérées à échelle locale comme nécessaires, mais à l'échelle nationale comme un État dans l'État. Le train de vie, les centres des ONG situés parfois dans des quartiers aisés aux loyers exorbitants, les signes ostentatoires comme le 4x4, le personnel armé, alimentent les revendications selon lesquelles les ONG détournent en partie l'aide humanitaire.
- 31 La MINUSTAH (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti) qui a été déployée en Haïti en juin 2004 pour prendre le relais des troupes américaines, françaises et canadiennes qui avaient aidé à chasser le président Jean-Bertrand Aristide et à installer le régime de *facto* du premier ministre Gérard Latortue a aussi été la cible de manifestations en octobre 2010, car elle est perçue comme une armée d'occupation. Plutôt que de secourir les victimes après le séisme, on reproche aux forces des Nations Unies d'avoir axé leurs activités sur la protection d'installations contre le « pillage ». Malgré le renforcement de la MINUSTAH à plus de 13 000 soldats et policiers armés après le séisme, les viols dans les camps ont quadruplé et la violence contre les personnes déplacées à l'intérieur s'aggrave. Les graffitis omniprésents reflètent le sentiment général de la population envers la présence des troupes des Nations Unies.
- 32 En novembre 2010, des manifestations violentes éclatent encore à Cap-Haïtien et à Port-au-Prince au moment de l'apparition du choléra, avec l'accusation portée contre les forces de la MINUSTAH, selon lesquelles l'épidémie se serait propagée à partir des latrines d'un cantonnement de soldats népalais situées en bordure du fleuve Artibonite.
- 33 Avec la fermeture parfois musclée des camps depuis le début 2011, plus de 100 000 familles ont déjà été expulsées, soit à la demande des propriétaires privés qui ont des inquiétudes devant un encampement de longue durée, soit par l'État qui désire remanier un quartier ou reconquérir un bassin versant occupé de manière illégale, afin de mieux préserver certains quartiers des risques d'inondation ou de glissements de terrain. En juin 2012, les habitants du bidonville du Morne l'Hôpital ont ainsi affronté les forces de l'ordre chargées d'encadrer les démolitions. Prises de parole et manifestations demeurent spatialement circonscrites et échelonnées sur une période de plusieurs mois. Cependant, alors que la ville est en chaos, il n'y a pas à Port-au-Prince de « Printemps arabe », de volonté de remise en cause radicale de la société et de son modèle de gouvernance.

Les processus qui relèvent du *loyalty* et de l'*apathie*

- 34 Ainsi, quelle que soit la position (dominante ou dominée) de l'acteur dans la relation, la loyauté, par le conformisme qu'elle suppose, a pour effet de conserver la coopération et de consolider le contrôle social (Bajoit, 1988). L'individu mécontent continue d'adhérer aux finalités de la coopération et à faire confiance au mode institué de contrôle social. S'agissant d'un dirigeant,

il attend que ses subordonnés s'améliorent d'eux-mêmes; s'il s'agit d'un dirigé, il espère que ses chefs prendront l'initiative de résoudre les problèmes qui causent son mécontentement. La fidélité est une conduite de confiance : l'individu reste, se tait et continue de participer activement au système d'interaction.

- 35 Au contraire, l'apathie, qui est l'inverse absolu de la protestation, n'ouvre pas le conflit et ainsi contribue à reproduire le contrôle social, mais provoque une détérioration de la coopération. Dans la mesure où il n'adhère plus à la finalité de la relation, où il profite de son statut, où il contribue peu ou mal à la réalisation des objectifs, où il ne prend plus d'initiatives visant à améliorer la qualité du produit de la coopération, l'individu apathique la détériore.

Cohésion nationale dans les premiers temps des secours

- 36 Il a suffi de quelques secondes pour renverser la basse-ville de Port-au-Prince et certains quartiers périphériques comme Carrefour ou Delmas. Derrière l'énormité des chiffres, 230 000 morts, 300 000 blessés et 1,2 million de sans-abris. Dans ces premiers instants, les premiers sauveteurs ont été le collègue de bureau, le voisin, l'inconnu qui passait par là. À mains nues, pierre par pierre, des corps sont libérés. Et puis très vite la solidarité prend un autre aspect, dès le premier soir quand on s'organise pour la première nuit. Dans les jardins, le long des rues, dans les espaces dégagés, des groupes se forment écoutent, soignent, apportent repas et boissons.
- 37 Durant 48 premières heures, le pays, isolé du reste du monde (moyens de communication endommagés et plateformes portuaire et aéroportuaire inopérantes ou presque) a dû se relever seul pour panser ses plaies, reformer les familles, les groupes, trouver des abris pouvant les préserver des incessantes répliques. Dans ce chaos le plus total, dès que chacun a pu faire un point des siens, la société haïtienne s'est mise en marche. Chacun avec ses capacités et ses moyens a cherché à se rendre utile pour le bien collectif. Port-au-Prince s'est réfugiée dans l'action : vite déblayer, chercher à sauver ce qui peut l'être, surtout ne pas se laisser aller.
- 38 Si malgré l'ampleur de la catastrophe les pays voisins n'ont finalement pas eu à recueillir de flux de réfugiés trop importants, c'est également en partie en raison de cette forte cohésion nationale. En effet, un grand nombre de déplacés ont trouvé à se réfugier à la campagne, dans les régions moins touchées par les secousses. Les tensions liées aux déplacés ne sont apparues que plus de deux semaines après le séisme. Ces régions déjà très pauvres ont vu leur population croître fortement sans que l'aide ne leur parvienne pour assurer la pérennité de cet accueil.
- 39 Dès l'arrivée des secours et même si quelques comportements anormaux ont été rapportés par la presse internationale, les sauveteurs ont pu travailler dans un bon climat sécuritaire. Des milliers de blessés ont afflué vers les postes de secours de circonstance, mais ces regroupements se sont faits dans le calme, et il y régnait une grande dignité. Les blessés gisaient à même le sol (faute de moyens) et attendaient d'être pris en charge. Les familles présentes aux côtés de leurs proches faisaient preuve de civisme et se confondaient en remerciements à l'encontre du personnel soignant.

Acceptation d'une reconstruction des bâtiments de l'appareil d'État avant celle des logements

- 40 Les ruines du Palais présidentiel, des ministères, de la cathédrale et des grands magasins marquent l'hypercentre disparu et affaibli. Durant les premiers mois après la catastrophe, les camps les plus importants sont devenus des polarités tertiaires concentrant les services proposés par les Nations Unies et les ONG : aide alimentaire, distribution d'eau, de vêtements, services médicaux, point d'embauche dans le cadre des programmes *cash for works*. Très vite, une économie informelle s'est développée offrant des petits commerces, des magasins de récupération de matériaux ou d'outils offerts par les ONG (contre-plaqué, bâches, tentes, brouettes...), des petits restaurants, nécessaires puisqu'il est difficile de conserver des réserves alimentaires sous les tentes.
- 41 Puis ces polarités temporaires vont s'estomper au profit des anciens centres secondaires de Pétion-Ville, Carrefour ou encore Delmas. Leur renforcement est lié en grande partie au fait qu'il y ait eu moins de dégâts. Pétion-Ville est ainsi apparu comme le pôle de substitution de l'hypercentre, concentrant les sièges des ONG, les banques, les commerces rares. Tout

ceci renforce l'attraction de ces quartiers. D'ailleurs, dans les premières semaines, la pression immobilière est telle que le prix des loyers à Pétion-Ville rivalise avec ceux encourus dans les capitales européennes.

42 La reconstruction du marché de fer, le cœur de Port-au-Prince, permet à nouveau d'approvisionner de nombreux ménages, de recréer en les démultipliant de nombreux emplois de porteurs de sac, de manutentionnaires, de petites marchandes. Cette reconstruction à l'identique de ce patrimoine est aussi symbolique et replace l'hypercentre au cœur des trajectoires quotidiennes de travail, de chalandise et de loisir. Ces quartiers de la basse ville qui ont été délaissés retrouvent leur primatialité alors même que certains édifices ne sont pas encore déblayés.

43 Les différents projets de reconstruction s'attachent à renforcer la basse-ville comme si le tremblement de terre le plus meurtrier de l'Histoire n'avait pas eu lieu. Les travaux de la Commission pour la reconstruction d'Haïti (CIRH créée en avril 2010), co-présidée par le premier ministre haïtien Jean-Max Bellerive et Bill Clinton, ont approuvé 49 projets dans des domaines portant sur le logement, la santé, l'éducation et le ramassage des décombres, pour un montant de 700 millions de dollars (seuls 252 millions ont été versés). D'autres projets sont en cours d'étude et représentent les programmes les plus aboutis. Ils n'ont cependant pas pour ambition de redonner un toit aux quelque deux millions de sans-abris. Nous sommes loin des 11,5 milliards estimés nécessaires pour cette œuvre. En septembre 2011, seuls 38 % de cette aide ont été versés, le reste est réglé sous la forme d'annulation de dettes, qui ne permet donc pas de reconstruire.

44 Le 22 juillet 2011, l'exposition qui accompagnait la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti proposait des prototypes de constructions destinées au relogement des victimes du séisme, mais aussi à rebâtir l'hypercentre, vitrine du renouveau et de la modernité. Selon l'architecte urbaniste Paul Émile Simon, cette reconstruction s'appuiera sur les deux axes majeurs autour desquels l'ancien centre-ville a été fondé : un axe administratif partant de l'ancien Port du Roy jusqu'à la résidence du Gouverneur, site sur lequel se sont bâtis les palais nationaux successifs. L'autre axe sera commercial, partant du port, empruntant la Rue Traversière, traversant le marché Hyppolite pour déboucher après la Rue Courbe sur l'ancienne zone résidentielle grimpant au Bel-air. Selon le gouverneur de la Banque centrale, ces reconstructions « se feront principalement à partir de 60 millions de dollars de la réduction de la dette du Fonds monétaire pour la reconstruction du Palais législatif, le Palais de justice, la Cour supérieure des comptes et la mairie de Port-au-Prince. Près de 200 millions de dollars sont destinés pour la reconstruction de plus de 15 autres bâtiments ».

45 Alors que de nombreuses personnes sont expulsées des camps de réfugiés et se retrouvent dans la rue, cette politique d'un urbanisme de prestige n'est pas vraiment remise en question.

L'apathie : accepter le camp, la promiscuité, l'insalubrité, la violence

46 L'apathie est une diminution ou une disparition des émotions et des sensations conduisant à l'indifférence. Elle marque la vie de nombreux sinistrés aux blessures physiques et psychiques. Deux ans après le séisme, près de 500 000 Haïtiens vivent encore dans les camps. Les femmes ayant de jeunes enfants y sont nombreuses. Malgré quelques revendications, les réfugiés des camps font preuve d'apathie, brisés par la fatigue, la promiscuité, l'insalubrité, les violences, les viols. La vie quotidienne est une survie et une adaptation à la diminution de l'aide puisque les ONG se retirent peu à peu. Cette apathie sociale apparaît comme une adaptation à une situation brutale sans espoir apparent d'un éventuel changement. Elle touche aussi les autres Haïtiens qui ont à priori retrouvé une vie plus normalisée, mais qui subissent le déclassement social. L'absence de revendication permet de limiter les frustrations si nombreuses : emploi partiel, emplois sous-qualifiés, logement reconstruit mais vétuste, coût de la vie... comme si les difficultés du quotidien annihilent l'ambition, l'envie de prendre part à une reconstruction ambitieuse. D'autres vivent une apathie solitaire, comme un exil *intérieur*.

47 Dans Bonheur privé et action publique, Hirschman s'interroge sur l'éventualité de cycles dans le comportement collectif. Ces cycles commenceraient dans la vie privée, pour arriver à une plus grande participation à la vie publique et retourner à nouveau dans la vie privée (Furio-Blasco, 2002). Les différents stades de cette évolution cyclique ont marqué les camps qui ont

connu une structuration collective dans un premier temps. Participer aux tâches nécessaires à la survie et à la salubrité du camp permet de sortir de l'apathie, pour ensuite se reconstruire dans la sphère privée une fois la recomposition familiale effectuée. Le binôme antagoniste de l'espérance/déception étudié par Hirschman peut expliquer les réactions d'*exit*, *voice*, *loyalty* et *apathie* et leur hybridation (Hirschman, 1982). Cependant, l'apathie se manifeste quand, à chaque projet de quitter une tente de fortune pour un camp, puis vers un logement neuf, la déception est forte, le décalage étant parfois énorme entre la présentation du projet et sa réalité.

Figure 6. Nuit d'enfer après de fortes pluies en juin 2011, nuit ordinaire pour des milliers de sans-abris



Cliché M Desse. Juin 2011.

Conclusion

- 48 Ce tremblement de terre a entraîné dans les premiers moments des dynamiques spatiales aléatoires souvent individuelles qui se sont peu à peu organisées autour des camps. L'*exit* a souvent été la première réaction permettant de fuir la maison ou d'obéir à l'appel à quitter la ville pour la province. Les stratégies de type *voice* et *loyalty* ont ensuite pris le pas, sans pour autant déboucher sur une remise en cause du système en place, dans un contexte de « Printemps arabe » qui a marqué cette période. Ces deux stratégies ont parfois accompagné de nouveaux déplacements résidentiels vers les premiers camps durcis, vers des quartiers épargnés, vers les anciens logements qui ont été ou non réparés.
- 49 À la suite du séisme, les États de la région étaient inquiets, misant sur un important exode qui finalement n'a pas eu lieu, ni à l'échelle de la Caraïbe, ni de celle du pays. De même, alors que la prise de parole et la revendication auraient pu dominer les réactions, comme cela est apparu dans le passé politique, encore en 2007 avec les émeutes de la faim, les comportements relevant de la loyauté et de l'apathie ont dominé. L'enlisement de la situation, la lenteur de la reconstruction et le retrait progressif des ONG de l'aide d'urgence n'entraînent pas de conflits majeurs. Les habitants, habitués à la présence des ONG et à l'intervention étrangère après les cyclones de 2008 ou pour marquer les transitions politiques, ont fait preuve de résilience et peut-être de certaines formes de résistance, préférant une reconstruction approximative à une reconstruction complète nécessitant de remettre à plat les actes de propriété. Enfin, l'épuisement, les troubles psychiques, l'isolement social et la trop grande pauvreté conduisent certains à l'apathie et au renoncement.

50

Les effets involontaires de l'encampement consistent à apporter des services de base (santé, écoles, eau potable, distribution de repas, sécurité). Les camps deviennent des polarités tertiaires qui attirent aussi les migrants de l'exode rural qui remplacent peu à peu les réfugiés initiaux qui finissent par trouver une solution de relogement. Dans cette noria mobile qui continue à grossir le nombre d'habitants, l'approche théorique d'Hirschman s'applique encore permettant toutes les hybridations possibles entre les différentes catégorisations.

Bibliographie

- Abnel, F., 2012, « Les mécanismes de la prise de pouvoir exécutif en Haïti : de l'acclamation du chef de l'État à l'introduction du suffrage universel (1804-1950). Thèse, ParisIV Sorbonne, 728 pages.
- Bajoit, G., 1988, « Exit, voice, loyalty.. and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 1988, 29-2. pp. 325-345.
- Bouba-Olga, O., O. Boutry et A. Rivaud, 2009, « Un approfondissement du modèle exit-voice par l'économie de la proximité », *Nature, Sciences, Sociétés*, 17(4), p. 381-390.
- Ministère de la Coopération et de la Coopération externe, 2004, Carte de la pauvreté d'Haïti, 111 pages.
- Desse, M., 2010, « Peurs, paniques, et représentations des risques volcaniques autour de la Montagne Pelée », Les peurs (XVe siècle à aujourd'hui), Colloque international, Université de Poitiers, 6,7, 8 octobre 2010.
- Delmas, A., 2011, « Introduction réflexive sur les mots-clés de conflits et remédiation », Conflits et remédiation, dir Dumas A-M et Delmas A, Rur@lité n°1, Université de poitiers.
- Doyon, F., 2010, Haïti, de l'indépendance à la dépendance, *L'Harmattan*.
- Furio-Blasco, E., 2002, Du développement économique au développement de la connaissance, une étude comparative des ouvrages de Albert O Hirschman, *Cahiers d'économie politique*, n°42.
- Godard, H-R., 1983, « Port-au-Prince, les mutations urbaines dans le cadre d'une croissance rapide et incontrôlée ». Thèse, Université de Bordeaux III-UEP de Géographie.
- Godard, H. R., 1994, « Port-au-Prince (1982-1992): un système urbain à la dérive », in Problèmes d'Amérique Latine, n°14, La ville et l'Amérique Latine, Juillet-septembre, La documentation française, Paris.
- Hirschman, A., 1970, Exit, Voice and Loyalty, Cambridge Harvard University Press, 162 pages.
- Hirschman, A., 1982, Shift in involvements, private interest and public action. Princeton University Press. Princeton, New Jersey, (édition française: Bonheur privé, action publique, Fayard.
- Lassailly-Jacob, V. et M. Desse, 2009, « Migrations et vulnérabilités. Éleveurs sahéliens confrontés aux sécheresses et populations des littoraux antillais face aux cyclones ». Colloque international « Les migrations et les écosystèmes environnementaux : les réfugiés de l'environnement », Bulletin économique et social du Maroc. Université Mohammed V. Rabat.
- Lucien, G-E., 2007, « Port-au-Prince (1915-1956) la modernisation manquée : centralisation et dysfonctionnement », Thèse, Université Toulouse Le Mirail, 635 pages.
- Lucien, G-E., 2009, La trajectoire contemporaine de la commune de Verrettes (Haïti), Editions de l'Université d'État d'Haïti, 232 pages.
- Lucien, G-E., 2010, « Racines historiques d'un désastre annoncé ». Colloque Sociétés et Catastrophes naturelles, Orléans, 30 septembre - 1 octobre 2010.
- Ministère de la Coopération et de la Coopération externe. , 2004, Carte de la pauvreté d'Haïti, 111 pages.
- Mission interministérielle de la France du 5 au 9 février 2010, 2010, Séisme de Port-au-Prince, Haïti 12 janvier 2010, Rapport d'expertise des bâtiments.
- Pierre, J-Ph., 2010, « Haïti, 10 millions de naufragés du développement au cœur de la méditerranée américaine : sortie de crise et reconstruction – le temps de la transition ». Colloque Sociétés et Catastrophes naturelles, Orléans, 30 septembre - 1 octobre 2010.
- Redon, M., 2010, Des îles en partage : Haïti et République dominicaine, Saint-Martin, Timor, Editions de l'Université d'État d'Haïti, Presses Universitaires du Mirail, Toulouse, 324 pages.
- Théodat, J-M., 2003, Haïti et la République Dominicaine, Une île pour deux. Karthala, Paris, 377 pages.
- Voltaire, F., 1982, « État et société en Haïti », Collectif paroles, 1982, p 10
- Wargny, C., 2008, Haïti n'existe pas –1804 – 2004 : deux cents ans de solitude. Autrement frontières.

Notes

1 Enquêtes réalisées de juin à août 2010 par G-E Lucien.

Pour citer cet article

Référence électronique

Michel Desse, Jean-Philippe Pierre et Georges Eddy Lucien, « Trajectoires et adaptations à une crise multiple: Port-au-Prince depuis le séisme du 12 janvier 2010 au travers des concepts d'exit, voice, loyalty et apathie », *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 12 numéro 3 | décembre 2012, mis en ligne le 15 décembre 2012, consulté le 24 janvier 2014. URL : <http://vertigo.revues.org/13006> ; DOI : 10.4000/vertigo.13006

À propos des auteurs

Michel Desse

Professeur des Universités, Université de Poitiers, EA 2252 Ruralités, MSHS-BatA5, 5 rue Théodore Lefebvre, 86 000 Poitiers, France, Courriel : Michel.desse@univ-poitiers.fr

Jean-Philippe Pierre

Université de Poitiers, EA2252 Ruralités, MSHS-BatA5, 5 rue Théodore Lefebvre, 86 000 Poitiers, France

Georges Eddy Lucien

Professeur, Université d'État d'Haïti, EA2252 Ruralités

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

Le séisme du 12 janvier 2010 a ravagé Port-au-Prince, causant la mort de 250 000 personnes, un million de blessés et des centaines de milliers de sans-abris. Cette situation est essentiellement liée à la pauvreté, mais aussi à des choix d'urbanisme, repoussant les plus démunis à s'installer dans des quartiers précaires. La lecture des enjeux territoriaux à travers le modèle exit-voice and loyalty d'Albert Otto Hirschman permet de mieux appréhender les stratégies des personnes sinistrées. À la suite du 10 janvier, le séisme a engendré un dysfonctionnement dans les stratégies spatiales, entraînant des dynamiques de défection, de mobilité (exit), de protestations (voice), de fidélité (loyalty) et enfin d'apathie dans un contexte de crises multiples (environnementale, sanitaire, sociale, économique, politique) marqué par une grande individuation des trajectoires.

The earthquake which struck Port-au-Prince on January 12th 2010, ravaged the town causing the death of 250,000 people, injuring close to a million and leaving hundreds of thousands homeless. The extent of the damage was essentially due to poverty but urban management choices also played a role, both factors causing the poorer segments of the population to relocate in shantytowns. A study of territorial management issues using Albert Otto Hirschman's Exit-Voice-Loyalty model makes comparatively better sense of the survivors' post-cataclysm strategies. The January 12th earthquake caused multiple crises, upsetting Haiti's environmental, healthcare, social, economic and political structures. As a result, attitudes, including spatial strategies, became considerably more individualized, with behavioral patterns ranging from withdrawal and relocation (Exit) to protests (Voice), reciprocated support (Loyalty) and Apathy.

Entrées d'index

Mots-clés : séisme, Port-au-Prince, crise, adaptation, mobilité résidentielle, trajectoire

Keywords : earthquake, Port-au-Prince, crisis, adaptation, residential mobility, social trajectories